

Monsieur François BAYROU
Député des Pyrénées Atlantiques
Président du MODEM

Paris, le 26 avril 2012

Monsieur le Président,

La France est à un moment important de son histoire. Les Français ont un choix décisif à faire le 6 mai prochain.

C'est dans cette perspective que vous m'avez adressé un courrier qui a retenu toute mon attention et auquel je réponds dans l'esprit de respect des Français que nous partageons.

Vous insistez sur cinq points :

1) L'Éducation nationale

Je veux rendre à l'École de la République l'ambition et la fierté qui lui ont été retirées depuis 5 ans. Je n'accepte pas que 150.000 jeunes quittent le système éducatif sans formation. Je n'accepte pas que la France soit devenue le pays de l'OCDE avec le plus faible taux d'encadrement en primaire : 5 enseignants pour 100 élèves. Je n'accepte pas que l'école française soit devenue inégalitaire : un tiers des effectifs des RASED ont été supprimés. Je veux concentrer l'effort éducatif sur l'école primaire, là où l'essentiel se joue, revoir les rythmes scolaires, individualiser la prise en charge des enfants en difficulté, redonner une formation initiale aux enseignants et faire de l'enseignement professionnel une voie d'excellence.

C'est dans le cadre de ces réformes de fond que s'inscrit le recrutement de 60.000 postes –enseignants, surveillants, infirmières scolaires, conseillers d'orientation - que j'ai proposé sur la durée du quinquennat. Cet effort est indispensable et juste : Il représenterait 2 milliards d'euros à la fin du quinquennat ; ce coût équivaut à la dépense fiscale consentie en une seule année au titre de l'allègement de l'impôt sur la fortune. Cet effort est maîtrisé : j'ai indiqué que la dépense publique ne progresserait que de 1% par an et que le nombre total des fonctionnaires n'augmenterait pas au cours du prochain quinquennat.

2) Le sérieux budgétaire

Il est le premier moyen, pour rétablir l'équilibre de nos comptes publics. En 5 ans, la dette de la France s'est accrue de 600 milliards d'euros et atteint désormais presque 90% du PIB. J'ai pris à cet égard un engagement clair : ramener l'équilibre budgétaire à la fin du quinquennat, en 2017. A cette fin, je ferai voter dès cet été par le Parlement une loi organique sur les finances publiques. C'est pourquoi j'ai proposé une réforme fiscale d'envergure, dont l'objectif est de rétablir l'équité entre citoyens et de rendre à l'État les ressources dont il a été privé au bénéfice d'intérêts particuliers.

Mais ce redressement dans la justice suppose de créer à nouveau de la richesse économique pour préserver notre modèle social, issu des travaux du Conseil National de la Résistance. Un modèle qui participe de notre identité collective et qui reste une perspective d'avenir pour tous les Français.

3) Le redressement productif

Séparation des activités bancaires, interdiction des produits spéculatifs, mobilisation de l'épargne vers les entreprises, création d'une banque publique d'investissement destinée en particulier aux PME, fiscalité favorisant l'investissement par rapport à la distribution de dividende et modulée en fonction de la taille des entreprises : tout sera fait pour relancer notre industrie et permettre de

www.francoishollande.fr

59, Avenue de Ségur 75007 Paris - Tél. : +33 (0)1 56 58 90 40
cab@francoishollande.fr

produire en France. Afin de protéger notre industrie de la concurrence déloyale, je propose de conditionner toute aide de l'Etat à la production sur notre territoire et de signer des « *contrats de relocalisation* » avec les entreprises. En cas de délocalisation sauvage ou de fermeture d'entreprise injustifiée économiquement, les aides éventuellement accordées par l'Etat seront remboursées.

Toutes ces dispositions seront rassemblées dans une grande loi de développement économique.

4) La moralisation politique

Pendant ces cinq dernières années, les Français ont été opposés les uns aux autres. Beaucoup d'entre eux ont été déconcertés puis heurtés par la désinvolture, l'outrance, la brutalité au sommet de l'Etat. Les Français veulent du respect pour chacun et attendent de l'unité pour leur pays. Je suis socialiste et je suis désormais le candidat de toute la gauche à cette élection présidentielle. Je reste fidèle à mes convictions et à mon idéal. Mais je veux aussi rassembler autour de mon projet les citoyens qui veulent en finir avec les errements d'un quinquennat marqué par les échecs et la division.

Les rémunérations du Président et des ministres seront diminuées de 30%. L'intérêt général prévaudra sur toutes les considérations partisans, il sera mis fin aux connivences avec les puissances financières de même qu'au favoritisme. La lutte contre la corruption et les conflits d'intérêt sera menée de façon implacable.

Sur le plan institutionnel : renforcement de la parité, interdiction du cumul des mandats pour les parlementaires, introduction d'une part de proportionnelle dans le mode de scrutin pour les élections législatives, consécration de l'indépendance de la justice, fin de la nomination des responsables de l'audiovisuel public par le pouvoir politique.

Cette rénovation de notre vie publique est une nécessité et une urgence. Je ferai voter une grande loi de moralisation de la vie publique par le Parlement. Et, s'il y a blocage, je consulterai les Français par voie référendaire.

5) L'Europe

Je suis Européen, je ne sépare pas l'avenir de la France de l'enjeu de la construction Européenne.

Mais l'Europe doit être réorientée et servir la croissance. Voilà pourquoi je renégocierai le traité budgétaire. Des disciplines sont nécessaires et j'y souscris. Mais je refuse qu'aucune perspective de croissance ne soit offerte aux Européens. Chacun constate que des positions qui nous étaient jusqu'à peu présentées comme figées sont en train d'évoluer. Je m'en félicite. C'est la voix de la sagesse qui s'exprime ainsi.

Telles sont les précisions que je souhaitais vous apporter en réponse à votre lettre du 25 avril.

Je vous prie de croire à l'assurance de mes sentiments cordiaux.

Bien à vous,

A large, stylized handwritten signature in black ink, which appears to be 'Hollonde'.